Cameroun

En 2013, le Cameroun a réalisé des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a ratifié le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, mené des enquêtes et des poursuites judiciaires sur des affaires de traite des enfants et mis en œuvre de nouveaux programmes portant sur la lutte contre le travail des enfants en particulier et pour améliorer l'accès à l'éducation et aux soins de santé. Toutefois, des enfants continuent d'être astreints au travail des enfants dans l'agriculture et aux pires formes de travail des enfants dans l'exploitation sexuelle commerciale. Le gouvernement n'a pas encore approuvé son Plan d'action national de lutte contre le travail et la traite des enfants. De plus, des lacunes demeurent dans le cadre législatif, laissant les enfants dénués de protection contre les pires formes de travail. En outre, les programmes sociaux sont restreints et ne couvrent pas tous les secteurs dans lesquels les enfants travaillent.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, au Cameroun sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Lois	Ratifier le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.	2013
	Veiller à ce que la législation protège pleinement les enfants qui travaillent dans l'agriculture, le travail domestique et le commerce ambulancier, et à ce qu'il soit créé des mécanismes pour faire appliquer ces lois.	2009 – 2013
	Interdire aux jeunes de moins de 18 ans d'entreprendre des activités dangereuses, telles que travailler sous l'eau et à des hauteurs dangereuses, et promulguer des lois interdisant l'utilisation, l'embauche ou l'offre d'enfants aux fins d'activités illicites.	2009 – 2013
	Porter à 14 ans l'âge de fin de la scolarité obligatoire pour le faire coïncider avec l'âge minimum d'admission à l'emploi en vigueur.	2009 – 2013
Mise en application	Veiller à ce que le nombre d'inspecteurs du travail soit suffisant, compte tenu de l'ampleur et de la prévalence du travail des enfants au Cameroun, et affecter davantage de moyens en véhicules et en carburant au ministère du Travail et de la Sécurité sociale.	2009 – 2013
	Dispenser régulièrement aux inspecteurs une formation sur les questions relatives au travail des enfants et les lois camerounaises régissant le travail.	2013
	Recueillir et mettre à la disposition du public les informations relatives aux enquêtes et à l'application des lois sur le travail des enfants.	2009 – 2013
	Établir un mécanisme d'orientation entre les organismes d'application des lois et les services sociaux.	2013
Coordination	Établir un mécanisme de coordination pour lutter contre le travail des enfants, y compris toutes ses pires formes.	2013
Politiques gouvernementales	Adopter officiellement le Plan d'action national de lutte contre le travail et la traite des enfants et s'assurer qu'il porte sur toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants.	2010 – 2013
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les politiques existantes sur la	2010 – 2013

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	lutte contre le travail des enfants.	
	Inclure dans le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté les budgets aussi bien que davantage de précisions sur les actions menées par le gouvernement contre les pires formes de travail des enfants.	2011 – 2013
	Inclure un calendrier détaillé dans la stratégie de mise en œuvre du plan d'action de lutte contre la traite des personnes.	2010 – 2013
Programmes sociaux	Développer le programme d'alimentation scolaire pour qu'il atteigne davantage d'élèves dans les zones ciblées.	2013
	Élaborer des programmes de protection sociale en faveur des enfants employés dans les pires formes de travail des enfants dans des secteurs tels que l'agriculture et le travail domestique, et amplifier les programmes existants.	2009 – 2013
	Assurer l'enregistrement à l'état civil de tous les enfants à leur naissance afin de garantir qu'ils puissent avoir accès aux services sociaux, notamment à l'éducation.	2011 – 2013
	Veiller à ce que les frais de scolarité supplémentaires et le coût des livres et des uniformes n'entraient pas l'accès des enfants à l'éducation.	2011 – 2013